Ethnie, nation, État, empire

À propos des tålebân et de l'Afghanistan

Jackie Assayag

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/10411>

DOI : 10.4000/lhomme.10411

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 291-308

ISBN : 2-7132-1425-4

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Jackie Assayag, « Ethnie, nation, État, empire », *L'Homme* [En ligne], 162 | avril-juin 2002, mis en ligne le 03 juillet 2007, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/10411> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.10411>

Ethnie, nation, État, empire

À propos des *talebân* et de l'Afghanistan

Jackie Assayag

« *With God on your side* »

Bob Dylan

L'AFFAIRE AFGHANE est devenue en quelques mois le foyer d'un conflit international de vaste ampleur incluant un nombre considérable d'acteurs en réseau sur plusieurs continents : en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et, bien sûr, aux États-Unis. Ce pays, victime d'un acte monstrueux inspiré par le millénarisme et servi par une volonté suicidaire, a désormais intégré (comme cible) l'espace mondial de la violence dans sa phase paroxystique de terreur. Or l'Afghanistan est depuis quinze ans l'épicentre du terrorisme islamique radical international.

Pour beaucoup, les conséquences de ce conflit global outrepassent le partage bipolaire de la « guerre froide » en camps retranchés et renouvellent les contradictions ou les anxiétés liées à l'âge des conspirations. L'affrontement présent paraît d'autant plus lourd de menaces tous azimuts que l'équilibre des forces antérieures semble avoir basculé. Le retournement du monde a laissé place à une kyrielle d'acteurs dont les « guerres asymétriques » affaiblissent les États autant qu'ils les renforcent, aussi bien d'ailleurs que les empires et l'ensemble des organisations transnationales. La planète des risques a succédé à « l'équilibre de la terreur ». La mondialisation accélère la diffusion des dangers. Et la massmédiation amplifie sa représentation. Quant à la concentration des pouvoirs de l'économie politique, aussi bien que la dislocation géostratégique, elles créent un univers de risques accrus. Ainsi assisterait-on à une extension du domaine de l'incertitude depuis au moins dix ans. Transformation du paysage international. Tournant dans la mondialisation. Changement de paradigme.

À l'encontre d'une telle transformation, que d'aucuns prétendent qualitative, l'observateur ne constate pourtant, s'agissant de l'Afghanistan, qu'une simple « guerre de fronts » entre puissances disproportionnées parfaitement répertoriée. Il remarque qu'Oussama Ben Laden et le *mollâh* Omar sont en quelque sorte les

À propos d'Ahmed Rashid, *Taliban : Islam, Oil, and the New Great Game in Central Asia*, New Haven, CT, Yale University Press/Londres, I.B. Tauris, 2000, 274 p. (Trad. franç. *L'Ombre des Taliban*. Postface d'Olivier Roy, Paris, Autrement [« Frontières », 2001).

enfants illégitimes de la guerre froide, nés de l'ultime conflit américano-soviétique. Il observe que le théâtre des opérations du foyer incandescent de cette crise, parcimonieusement médiatisée, a pour décor un État moralement dur et politiquement mou, à peine une nation, un pays qui est l'un des plus pauvres du monde (musulman). Il découvre que ce conflit renforce l'antagonisme entre l'Ouest et le « Reste » puisqu'une majorité des peuples du Sud s'accorde (en dépit de la rhétorique polie de leurs leaders politiques) sur la formule : pas de compassion pour les riches et les puissants !

Pour sa part, l'anthropologue s'étonne de l'usage d'un vocabulaire ethnologique (« émique » ou « étique ») pour décrire la situation locale¹ : « lignages » et « clans », « ethnies » ou « tribus », « chefs de guerre » ou « conseils tribaux », mais aussi « fiefs » et « clientélisme », « palabres » et « prébende », « tradition » et « hospitalité », « honneur », « vendetta », mais encore « prix du sang », « guerre sainte », « infidèles », « martyrs », « turbans noirs » et « têtes (également) noires », etc. Le lexique, dont les anthropologues sont les dépositaires patentés, trouve ainsi un (nouvel ?) emploi en politique et dans les médias. Ce que confirment aussi bien la répétition de l'exotique expression de « guerre ethnique » dans les journaux et à la télévision que l'entreprise américaine visant à fabriquer de toute pièce un État-nation démocratique dans ce « royaume de l'insolence » (*yāghestān*)² placé au carrefour des mondes iranien, indien, turc et même mongol.

L'anthropologue déplore surtout cette propension, partout affichée et largement diffusée, d'expliquer par une « mosaïque d'ethnies », rivées à un territoire, les crises à répétition que traverse l'Afghanistan. Comme si la clef pour pénétrer cette région de l'Asie centrale était le seul « fait ethnique »³, entendu dans son acception d'acteur collectif et infrapolitique, en termes à la fois historique, géographique et structurel. Comme si la situation (après la chute du régime de Kaboul en 1992) devait simplement se décrire comme une « guerre ethnique », une situation quasi hobbesienne, c'est-à-dire un cas limite de la lutte de tous contre tous (Tarzi 1999). Tentons d'illustrer sommairement cette confusion de l'entendement en soulignant son inadéquation dans ses liens avec les événements politiques récents. L'exercice peut n'être pas vain tant l'inintelligibilité apparente de l'« anarchie », qualifiée d'« ethnique » ou de « tribale », concourt à décourager la recherche du pourquoi et du comment.

1. Déjà, en 1980, Pierre Bourdieu posait la question : « Et si on parlait de l'Afghanistan ? » à l'ethnologue, Pierre Centlivres (Centlivres & Centlivres-Démon 1988b), fin connaisseur de la région. Il s'étonnait, en effet, du silence des anthropologues sur ce pays, à la suite de la guerre civile qui a succédé au coup d'État marxiste d'avril 1978 et qui a précédé l'invasion soviétique commencée en décembre 1979. Le présent article d'un anthropologue (qui n'est pas un spécialiste de la région) repose cette question, mais en s'interrogeant cette fois sur les États-Unis, et quelques autres nations – comme il se doit, aujourd'hui, lorsqu'on parle de l'Afghanistan ; conscient cependant que le risque est grand d'être rapidement démenti sur nombre de points lorsqu'on tente d'écrire l'histoire au présent à l'« écoute » d'un événement.

2. Référence à l'ouvrage de Michael Barry (1984), dont la réédition comporte une nouvelle préface, des réflexions éclairant les faits récents en Afghanistan, ainsi que des annexes fort suggestives (2002).

3. Pour une approche à la fois riche, variée et contradictoire de spécialistes de la région sur cette question, cf. Jean-Pierre Digard, ed. (1988) ; on retiendra, de cette collection d'articles, les vives critiques développées dans celui de Richard L. Tapper (1988) ; cf. aussi Pierre Centlivres (1988a).

Dès sa fondation, en 1747, la monarchie « afghane » a été pachtoune, même si la langue de cour était le persan ; le mot « afghan » (prononcer « awrân ») veut dire « pachtoune » dans cette langue. Et le projet de constituer (militairement) un État sur le modèle de l'Occident fut présent dès Abdul Rahman Khan (1880-1901). Ce n'est qu'à partir de 1919 que la monarchie, et notamment le dernier roi Zaher Shah, a voulu construire un État non ethnique et territorial en forgeant une nationalité afghane indépendante des appartenances tribales. En 1923, la Constitution affirmait que tous les habitants du pays étaient afghans. De 1930 à 1978, l'Afghanistan a connu un État central stable. En 1964, la Constitution a fait évoluer le pays vers une démocratie parlementaire. Mais, en dépit d'un brassage ethnique relatif dans la capitale de Kaboul, notamment dans les années 60, le pouvoir s'est confondu avec les Pachtoune dans le temps (long), y compris les communistes et les *talebân*⁴.

Jusqu'au XIX^e siècle, les Pachtoune dépendaient du roi d'Afghanistan qui ne les contrôlait d'ailleurs pas. Mais, à la fin du siècle, les Britanniques leur ont accordé une totale autonomie qui les autorisait à s'« administrer » par la coutume comme ils le voulaient ; ce qu'ils firent... Après 1947, le Pakistan a reproduit avec l'Afghanistan (jamais colonisé) le modèle colonial des « zones tribales » britanniques. Dans les années 90, le premier a intégré le second dans son espace économique afin d'accroître sa « profondeur stratégique », bien qu'il prétendît, dans le même temps, respecter l'autonomie des *talebân*. Aujourd'hui, les Pachtoune (dits « Pathans » de ce côté de la frontière) sont nombreux dans l'armée pakistanaise, et ils exercent, avec les Penjabis, un véritable condominium sur le « Pays des purs »⁵.

Sur les quelque 26 millions d'habitants que compterait aujourd'hui l'Afghanistan, pays couvrant 647 500 km², les principaux groupes ethniques sont les suivants : une majorité de Pachtoune (40 %) ⁶, essentiellement de confession sunnite, qui parlent une langue appartenant au groupe linguistique de l'Inde du Nord, le pashtô (ils vivent principalement dans la partie sud du pays, en société tribalisée, segmentaire et acéphale, pratiquant la vendetta) ; les Tadjiks (30 %) sont, eux, des persophones non-tribalisés chez qui domine le sunnisme d'obédience fondamentaliste ou traditionaliste (ils occupent le nord) ; les Hazâras (8,3 %), d'origine mongole et de confession chiite s'expriment en *dârî*, nom donné au dialecte afghan persan (ou fârsî iranien), à l'instar des Tadjiks, dépositaires de la culture perse antique (ils résident dans le centre montagneux). Restent les Ouzbeks (10%), des turcophones du nord, mais aussi des minorités comme les

4. Pour une présentation générale des *talebân*, on se reportera au volume collectif dirigé par William Malley (1998).

5. Une série d'articles en français éclairant les spécificités et problèmes propres au Pakistan a été rassemblée par Christophe Jaffrelot (2000).

6. Ces chiffres d'A. Janata sont cités par Pierre Centlivres dans *Les Nouvelles d'Afghanistan*, 1990, 47 (4). Ils ne sont qu'indicatifs (et certains ridicules au regard de la décimale) dans la mesure où aucun recensement sérieux de la population n'est disponible – le dernier date de 1976 –, et où les pourcentages proclamés par les diverses « ethnies » sont utilisés comme autant d'arguments biaisés par le jeu des intérêts.

Turkmènes (3,3%), vivant dans le corridor de Wakhan ; les Noûristânî (0,6%), repliés dans les contreforts des montagnes au nord-est de Kaboul, le long de la frontière avec le Pakistan ; les Aymâqs (4,22%), tribaux et nomades à l'ouest de l'Hazârajât ; enfin, les nomades baloutches dont la plupart sont en exil.

Les trois premiers groupes forment l'essentiel du Front Uni ou de ladite « Alliance du Nord » du feu commandant Ahmed Shah Massoud. En réalité, elle est composée de sept factions rivales, elles-mêmes traversées de fractures internes, et pas seulement parce qu'elle inclut une composante pachtoune : celle de l'Ittehad-i Islami d'Abdul Rassul Sayyaf. Soulignons que les fidèles de Massoud, qui pour sa part a toujours refusé le terme de tâdjk bien qu'il soit devenu un « héros tâdjk », sont aujourd'hui partagés entre Younes Qanouni, Abdullah Abdullah, et Mohammad Qassim Fahim. De leur côté, les Tâdjiiks de Burhabuddin Rabbani récusent les partisans (pachtounes) de l'ex-roi Zaher Shah. Quant aux deux grandes confédérations tribales pachtounes, les Dourrânî et les Ghilzay, les uns riches (au sud-ouest) et les autres pauvres (au sud-est), et dont le conflit est multiséculaire, elles continuent de se disputer le pouvoir à Kaboul, comme elles le faisaient lorsqu'il était aux mains des communistes. Chez les chiites, les partis religieux du Hezb-e Whadat de Karim Khalili et la Harakat-e Islami se font concurrence. Le pro-saoudien wahhabite Abdur Kassul Sayyaf s'oppose évidemment à eux (comme l'Arabie Saoudite à l'Iran). S'agissant des Ouzbeks, Abdul Rachid Dostom, ancien serviteur brutal et cruel du régime pro-soviétique de Mohammad Najibullah, s'est allié à toutes les factions afghanes à un moment ou un autre, tout en recevant l'aide de quasiment tous les pays étrangers engagés en Afghanistan. Il suffit de mentionner qu'un autre leader ouzbek, Abdul Malik Pahlawan, est susceptible de revenir des États-Unis où il s'était réfugié, pour parachever l'idée que la dynamique d'une telle configuration « ethnique » ne s'apparente que de fort loin à l'« anarchie réglée » attribuée au monde tribal ; d'autant que nous avons omis la polarisation du pays en microrégions d'identités locales ou de zones de mobilisation dont chacune se subdivise en une hiérarchie de commandements dont les prérogatives et les alliances sont renégociés périodiquement (notamment en temps de crises).

L'intervention soviétique (en 1979) a signifié une « guerre totale »⁷. Elle a fait éclater ce qu'il restait des cadres tribaux coutumiers imposés aux combats et à leur règlement. Durant la dernière décennie, la région a été le théâtre de massacres perpétrés tour à tour par les *mojahidîn*, y compris de l'Alliance du Nord, et les *talebân*. L'ouverture de la guerre locale sur des réseaux extérieurs d'alliances militaires et d'approvisionnement en matériel sophistiqué et meurtrier a produit un changement qualitatif dans la gestion des conflits. Les représentants traditionnels de l'arbitrage qu'étaient les *mollâh* ou les descendants du Prophète (*sayyid*) ont été supplantés par les porte-parole d'un islam idéologisé. L'homme

7. Sur l'impact de la guerre moderne sur l'État et la société afghane, on lira les chapitres 3 et 4 de Larry P. Goodson (2000). Plus généralement, on se reportera aux réflexions de Carl Schmitt (2001) qui montre comment, à la suite du remplacement de la « guerre-duel » des États-nation de l'âge classique (du *Jus publicum Europaeum*) par un ordre international universaliste, la notion discriminante de « guerre juste » pousse les adversaires à se démoniser réciproquement et favorise ainsi la guerre totale, aussi bien qu'internationale.

armé de la tribu a ainsi fait place au combattant de la foi appartenant à un « groupe » sous l'autorité d'un commandant local. Les milices hazâras ont tué des combattants *tâlebân* pachtounes et, en représailles, les *tâlebân* ont massacré des Hazâras. Les Ouzbeks ont attiré les *tâlebân* dans une ville, les tuant par centaines, et les *tâlebân* ont riposté en abattant des Ouzbeks. Les Tadjiks ont massacré des *tâlebân* hazâras et pachtounes, et les *tâlebân* se sont vengés sur les Tadjiks. À la suite de leur défaite, les *tâlebân* ont massacré d'autres *tâlebân* parce qu'ils se ralliaient à la coalition du Nord. Là où l'ethnologue inclinait à reconnaître une stratégie de coalition plutôt que d'épuration (Centlivres 1997 : 62), la dynamique du mouvement des *tâlebân* s'est abîmée dans le nettoyage ethnique et la persécution religieuse envers les non-Pachtounes.

En réalité, les rivalités « ethniques » se sont cristallisées à travers les interventions des États voisins – notamment ceux d'Asie centrale, eux-mêmes constitués autour de pôles nationaux d'identité ethnique⁸ –, mais également sur les affiliations reposant sur la confusion du religieux et du politique (selon des frontières d'ailleurs mouvantes). Ces conflits n'ont fait que s'intensifier sous la pression des puissances extérieures, enclines elles aussi à se représenter la situation en termes d'ethnies⁹. Ce phénomène obéit à un schéma, établi au cours des conflits passés, selon lequel lesdites puissances ont cherché à exercer leur influence en Afghanistan en soutenant un groupe ou un parti politique contre un autre (en les considérant comme représentants de l'ethnie). S'alignant sur les politiques (ou l'inverse), certains ethnologues puis nombre de journalistes sacrifièrent à ce type de lecture et d'interprétation des affrontements. L'ethnisation s'est donc faite en dehors de la volonté des acteurs, bien que ceux-ci aient été progressivement contraints de jouer à leur tour sur un registre ethnique qu'ils s'efforçaient pourtant en majorité de contourner. Ainsi, à cause de cet effet d'identification induit, les Pachtounes pensent aujourd'hui que l'attaque américaine est une déclaration de guerre contre leur « ethnie ». De fait, quand les États-Unis ont aidé la coalition du Nord, les Pachtounes se sont unis autour des *tâlebân*. Hier déjà, les Tadjiks de l'Alliance étaient soutenus par l'Iran, la Russie et l'Inde ; cette dernière luttait de la sorte contre les Pachtounes engagés violemment, *via* le Pakistan (ou dominant les Pathans), dans la guerre contre l'armée indienne au Cachemire – « la Palestine du monde indien »¹⁰.

En somme, les États-Unis ont contribué à produire ce qu'ils voulaient éviter : le conflit est devenu clairement « ethnique ». La situation géopolitique s'est même considérablement simplifiée. Au nord, une alliance composée presque

8. Olivier Roy (1985) montre ainsi comment l'Union soviétique a été une « formidable machine à fabriquer des nations », notamment le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kirghistan, le Tadjikistan, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et aussi l'Afghanistan.

9. La démonstration a été faite par Olivier Roy (1985) ; sur l'ethnisation du conflit afghan à la suite du départ des Soviétiques, on lira l'éclairant article du même auteur (1993) ; voir également celui de Berndt Glazer (1999).

10. Pour une vue suggestive du conflit par procuration au Cachemire entre l'Inde et le Pakistan, cf. l'ouvrage de synthèse de Victoria Schofield (2001) et celui, plus ancien mais excellent, de Sumit Ganguly (1997).

exclusivement de Tadjiks, d'Ouzbeks et d'Hazaras a repris « ses » territoires en assiégeant Kaboul. Les Pachtoune se sont regroupés sur « leurs » terres (pachtoune), au sud et à l'est du pays. Plus généralement, le « succès » (tadjik) de l'offensive américaine attise de multiples ambitions politiques locales, dans le cadre de l'État à venir, tout en entretenant le réflexe nationaliste afghan islamique extrêmement réactif vis-à-vis de toute présence étrangère¹¹.

Sur la durée, le conflit afghan a simultanément créé une guerre économique ouverte qui affecte aussi bien le pays proprement dit que l'ensemble des États voisins et quelques autres plus lointains. Non seulement cette région est progressivement devenue la plus grande monoculture d'opium du monde, un important producteur d'héroïne et un centre réputé pour la vente d'armements les plus divers, mais les trafics et le commerce de biens clandestins prospèrent à hauteur de plusieurs milliards de dollars, de Dubaï au Pakistan et sur l'ensemble des routes de l'Asie centrale, puisque l'Afghanistan sert de carrefour ou de verrou au gré des conjonctures. Cette économie souterraine a nourri les besoins des populations et a grandement transformé la configuration économique et sociale. Les nouveaux patronages, principalement liés aux mafias de trafics d'armes, de la drogue¹² et du transport, ont déréglé les anciens réseaux de clientèle et de pouvoirs locaux ; honneur et violence tribale subsistent comme folklore ou ont laissé place au banditisme. Si l'on ajoute les massacres, les réfugiés (en soustrayant les exilés), les déplacements de populations et les reclassements ethniques, les enchevêtrements d'alliance souvent volatiles et la dynamique segmentaire de clientèles en recomposition périodique – sans même évoquer l'extension, la multiplication, voire la réduction parfois des liens transrégionaux –, on perçoit combien une véritable paix ne suppose pas simplement le silence des armes. En effet, la paix requiert la transformation de l'économie régionale entière afin qu'elle procure des formes alternatives de vie et de solvabilité à ses habitants ; seul moyen d'abaisser le taux de violence et de reconstruire un État.

Continuer de décrire ce vaste ensemble humain, pluriel et mouvant, sur le modèle d'une collection de tribus ou sur le mode d'une topographie d'ethnies, « substantielles », « primordiales », localisées et figées, s'avère assurément schématique et réducteur. Ce type de description, en termes de « mosaïque ethnique », est manifestement inspiré par l'anthropologie coloniale (britannique), elle-même instruite par l'administration et la gestion des populations subalternes¹³. En dépit des détournements coloniaux et poscoloniaux, les récents tourbillons de l'histoire exigent de penser les ethnies en contexte et de les appréhender comme des « systèmes de

11. La question du nationalisme afghan est un sujet vivement disputé entre spécialistes. Ainsi, contrairement à Olivier Roy (1985), Gilles Dorronsoro (2000) met-il l'accent sur l'unité des Afghans en refusant l'idée que ce pays ne soit qu'une collection de tribus et d'ethnies.

12. Rappelons cependant que le *mollah* Omar a interdit la culture du pavot en juillet 2001, et que cette interdiction a été appliquée rigoureusement, au risque de réduire à la pauvreté nombre de petits paysans. Néanmoins les importants stocks d'opium accumulés continuent d'être introduits en contrebande dans les pays voisins, avant d'être acheminés vers la Russie et l'Europe.

13. Bien qu'ayant résisté à la colonisation, l'Afghanistan fut sous zone d'influence coloniale britannique ; sur la permanence de cette conception inventoriale et bureaucratique des recensements de population, cf. Jackie Assayag (1996).

classement »¹⁴ plutôt que comme des entités toujours « déjà-là », quasi immuables, soustraites aux interactions historiques et politiques. Telles des « catégories sociales », elles se structurent de manière feuilletée, et se restructurent en réseaux, en milices, en factions, en coalition et en sectes religieuses, bien qu'on les réduise volontiers à n'être que des marqueurs stéréotypés.

Quant aux affrontements ou aux « guerres », ils ne résultent évidemment pas des seules ethnies, mais sont organisés politiquement en fonction d'intérêts matériels et d'objectifs idéologiques, selon des pratiques d'alliances spécifiques et en vue de finalités pragmatiques servant soit à mobiliser, lorsque les conditions sociales s'y prêtent, soit à contester périodiquement le pouvoir politique en place. Enfin, est-il besoin de rappeler qu'une configuration sociale ne s'organise pas seulement sur le supposé « socle ethnique » mais en fonction de reclassements différentiels et dynamiques entre groupes politiques, religieux et régionaux, quand elles ne dépendent pas d'identités transrégionales ou de l'impact des États, des nations ou des empires ?¹⁵

Une histoire à raconter

Qui aspire à apprendre sur les transformations à l'œuvre en Afghanistan ne peut faire l'économie aujourd'hui de lire, outre les travaux de chercheurs relevant des sciences politiques¹⁶, les livres des journalistes. C'est à l'un d'entre eux, en effet, qu'on doit un ouvrage éclairant sur la généalogie et la fabrique des événements qui ont conduit à cette guerre en Asie centrale avec laquelle se confond le début du nouveau millénaire. Ahmed Rashid¹⁷ dénoue l'imbroglio des intrigues et des causes pour lesquelles l'« hyperpuissance » mondiale – meurtrie en son cœur d'économie-monde – a décidé de détruire un régime d'islamisme radical imposé par les « étudiants en théologie », ou *talibân*, d'un petit pays de vallées et de montagnes lunaires.

14. On se reportera à l'article de Jean-Loup Amselle (1985 : 35). Tandis que Pierre Centlivres souligne justement « le chevauchement et le pluralisme des identités collectives » (1988b : 38), Gilles Derronsoro (2000) consacre son chapitre VIII à la question de « l'ethnisation du conflit ».

15. Soulignons que l'analyse interactionnelle de l'ethnie comme « frontière dynamique », proposée par Fredrik Barth, fut conçue à partir de son terrain conduit chez les Swat pathans du Nord-Pakistan (1959 et surtout 1969).

16. Ce qui n'empêche évidemment pas que certains ouvrages de sciences politiques sacrifient au « démon explicatif ethnique », comme celui de Barnett R. Rubin (1995). Des réflexions stimulantes d'Olivier Roy (2001) sur les rapports des diverses disciplines avec l'islam ainsi que sur le développement, en particulier en France, de l'approche « politologique » de l'islam, contemporain de la fabrication de la notion d'« islamisme », c'est-à-dire des mouvements qui voient explicitement l'islam comme une idéologie politique. Mais on constaterait une orientation parallèle aux États-Unis avec les deux grands programmes de recherche « Civil Society in the Middle-East » et « Fundamentalism Project » respectivement dans les années 80 et 90 (même si des anthropologues y ont participé).

17. Le titre de l'édition anglaise du livre, *Taliban : Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia*, est plus suggestif et plus conforme au propos. On complètera par le récit, factuel mais très riche, d'un autre journaliste, Michael Griffin (2001). Pour une bibliographie mise à jour, on se reportera à la librairie en ligne de l'Institute for Afghan Studies (créé aux États-Unis par des universitaires afghans) dont les travaux de recherche sur l'Afghanistan sont classés en trente rubriques thématiques : <www.institute-for-afghan-studies.org>.

Ce « monde gris »¹⁸, Ahmed Rashid le connaît bien. Chroniqueur pour la presse de Lahore, il couvre les affaires afghanes depuis seize ans pour la *Far Eastern Economic Review* de Honk-Kong et le *Daily Telegraph* de Londres. L'observation de cette région d'Asie centrale, particulièrement tumultueuse, l'occupe en réalité depuis plus de vingt ans. Ce Pakistanais a d'ailleurs écrit dans l'intervalle d'autres ouvrages – notamment sur l'islam et l'implosion de l'Union soviétique¹⁹. Mais la quantité et la richesse des matériaux accumulés durant toutes ces années culminent dans son maître livre sur les *talebân*, ces quelque 50 000 hommes armés qui ont tenu 20 millions d'habitants en otage. À la fin des années 70, il était à Kandahar lorsque les premiers tanks russes pénétrèrent en Afghanistan. Il a vu les mêmes tanks réduire à néant le palais présidentiel à Kaboul. Il fut témoin, et écrivit un compte rendu mémorable, de l'une des premières exécutions publiques dans un stade de football. Il a été condamné à mort par Gulbudin Hekmatyar, le chef extrémiste des *mojahidîn*. Une foule le pourchassa pour le lapider parce qu'elle l'avait pris pour un agent du même Hekmatyar. Son téléphone était constamment mis sur écoute par les services de renseignement pakistanais. Il continue aujourd'hui de scruter ce monde, sans guère d'illusion.

Ahmed Rashid attribue toutefois peu de valeur à cette expérience aussi singulière que, par bien des aspects, désespérante : il confesse avoir passé la majorité de son temps sur place à esquiver le feu nourri des balles. Pourtant ce livre n'aurait pu être écrit sans l'amour de ce pays et de ses hommes, cette ténacité et son exceptionnel courage. Il en va semblablement de l'histoire édifiante qu'il raconte : celle de la montée en puissance jusqu'au pouvoir des « étudiants en religion » (Gohari 1999), ce produit d'une « instrumentalisation » complexe que résume à sa manière l'ancien Premier ministre du Pakistan, Benazir Bhutto : l'idée des *talebân* était anglaise, la gestion américaine, l'argent saoudien et la mise en place pakistanaise !²⁰

Pour beaucoup, il n'y avait pourtant pas là d'histoire à raconter, y compris et surtout pour les principaux protagonistes fort peu enclins à reconnaître leur rôle calamiteux dans les intrigues et compromissions passées (dont l'ouvrage de Gilles Kepel [2000] a par ailleurs retracé la généalogie géopolitique depuis la révolution iranienne en 1979). Les *talebân* semblaient, en effet, l'incarnation soudaine du Mal irrationnel. Ce faisant, ils confirmaient la thèse de la « guerre des civilisations » selon laquelle l'essence de l'islam se confond avec ses franges les plus fanatiques. Leur cas d'espèce extrême illustre la narration biaisée de l'histoire du prochain siècle qu'avait prophétisée Samuel P. Huntington, professeur au Département de stratégie de l'Université de Harvard, d'abord dans un article de *Foreign Affairs* en 1993, puis dans un livre, intitulé *The Clash of Civilization*, publié en 1995. Dans la foulée d'Immanuel Wallerstein, définissant « Culture as

18. Pour une définition et une typologie de ces « zones grises », voir l'article de Pierre Conesa (2001).

19. *The Resurgence of Central Asia : Islam or Nationalism ?* Londres-New York, Zed Books, 1994.

20. Formule de disculpation puisqu'à son retour au pouvoir en 1993-1996, Benazir Bhutto décida de confier la stratégie afghane à un général, non directement affilié à l'Inter-Service Intelligence (ISI), qui allait devenir son ministre de l'Intérieur, Nâsirollah Babar, officier de souche pachtoune qui est l'inventeur des *talebân*. Les succès foudroyants de ces derniers sur le terrain convainquirent l'ISI de lâcher Gulbuddin Hekmatyar pour soutenir les « séminaristes ».

the ideological battleground of the modern world-system » (1990 : 33), ce membre du conseil de sécurité dans l'administration du président Jimmy Carter affirmait que le « rideau de fer » (*iron curtain*) de la « Guerre froide » allait être remplacé par le « rideau de velours de la culture » (*velvet curtain of culture*), au grand dam des non-Occidentaux (hormis le Japon) et au profit du triomphe économique du libéralisme assimilé à l'expression politique de la démocratie (interprétée comme la « fin de l'histoire » par l'un de ses collègues, Francis Fukuyama).

Grâce au livre d'Ahmed Rashid, ces vaticinations se dissipent, et l'émergence des *talebân* (en 1994) n'apparaît plus guère mystérieuse. C'est qu'il nous explique les motifs des actions ou de l'inaction de chacun, en déroule les épisodes, diagnostique les complaisances et les myopies des acteurs variés de ce nouveau « Grand jeu » en Asie centrale – empruntant l'expression forgée par le lieutenant Arthur Connolly vers 1830, et reprise par Rudyard Kipling, pour désigner l'échiquier entre puissances impériales concurrentes (Russe, Perse et Britannique) dans la seconde moitié du XIX^e siècle²¹. Aujourd'hui, le « Grand jeu » perdure avec (presque) les mêmes protagonistes auxquels s'ajoutent d'autres puissances : États-Unis, Chine, Inde, Iran, Arabie Saoudite, Israël. Toutes sont évidemment fort préoccupées par la capitation ou l'exploitation des gisements prometteurs de gaz et d'« or noir » de la mer Caspienne et de l'Asie centrale²², pour ne rien dire du Pakistan – lequel a produit (avec l'aide de la CIA et de l'Arabie Saoudite) ce monstre *talebân* qui a grandi au point d'échapper au contrôle de son créateur.

L'ouvrage d'Ahmed Rashid revient sur la période entre la déposition du roi Zaher Shah en 1973, chassé sous les huées pour son incompetence, et l'installation soviétique de Babrak Karmal en 1979, durant laquelle on assista à un chassé-croisé d'influences entre les chefs de guerre indigènes et les donneurs d'ordre et de fonds internationaux. Cependant, après la pénétration de l'armée soviétique, qui a transformé la règle du jeu, les Américains ont rallié rapidement celles qu'ils appelaient les « chefferies tribales ». Ils les financèrent, les conseillèrent, les soutinrent en armes et en munitions à hauteur de milliards de dollars²³. Cela transforma définitivement la dimension du conflit. Ce sont les *mojahidin*, notamment la fraction des chefs installés dans les camps de réfugiés à Rawalpindi (financés par l'Arabie Saoudite), qui, en déployant leurs combattants armés durant plus d'une décennie, mirent à genou les soldats soviétiques. Les Russes n'eurent plus d'autre option que d'abandonner le terrain et la partie, immensément meurtrière.

21. L'expression fut rendue célèbre par l'écrivain britannique, enchanté qu'il était par la complexité des stratégies géopolitiques, dans son célèbre roman *Kim* (1901) : « Now I shall go far and far into the North, playing the Great Game ». La Perse comme l'Afghanistan voisin, ainsi que la frontière nord-ouest de l'Inde, devinrent l'échiquier où s'affrontèrent à distance Grande-Bretagne impériale et Russie tsariste. Partie extraordinaire qui, pour les Russes, se jouait dans le Caucase où ils avaient commencé à avancer en direction de l'Asie centrale, faisant tomber les petits émirats des steppes, et pour les Anglais depuis les Indes, d'où ils contraient l'avancée russe. Agents secrets, mercenaires, rois, émirs, *khân*, chefs religieux ou de tribus étaient mobilisés comme autant de pièces sur l'immense échiquier qui fut donc le prologue victorien de la « Guerre froide » (cf. Moore 1988; Hopkirk 1990; Meyer & Brysac 1999).

22. Olivier Roy réfute l'idée qu'il y ait retour au « Grand jeu » en l'absence d'enjeux pétroliers dans la campagne d'Afghanistan et parce qu'il n'y a pas de rivalité russo-américaine en Asie centrale (2000).

23. Le responsable de la CIA au Pakistan estime à 3,5 milliards de dollars le budget pour les années 1988-1989 (Stern 2000 : 121).

De fortes présomptions donnent à penser que ces « jihâdistes » peu communs ont contribué à l'effondrement de l'Union soviétique ; du moins est-ce l'idée que caressent les militants des partis islamiques radicaux en rêvant de reproduire l'expérience aux dépens des États-Unis.

Le départ des soviétiques eut cependant plusieurs effets. L'un d'eux, sans doute le plus décisif, fut que les Américains se désintéressèrent des *mojahidîn*, ces « vaillants soldats » hier encore mandatés par les services spéciaux et l'armée des États-Unis. Les divers chefs de guerre furent abandonnés à leurs combats intestins, dévastateurs pour le pays, grâce aux armements sophistiqués abandonnés et si généreusement fournis, pas seulement d'ailleurs, par les États-Unis. Le combat fratricide se propagea sur la totalité du pays, aussi bien dans les montagnes que dans les vallées, du nord au sud, d'est en ouest. Des groupes et des partis variés – Pachtounes, Tadjiks, Hazâras, etc. – ainsi que des factions en leur sein, entrèrent en conflits sans qu'aucun ne parvienne à une victoire décisive. La guerre civile s'installa sans que l'on puisse en imaginer la fin. Burhanuddin Rabbani fut le premier à prendre le contrôle de Kaboul, puis Gulbuddin Hekmatyar – surnommé *Râketyâr*, « mon amie, la roquette » – la pilonna jusqu'à la transformer en décombres avant d'entrer triomphant dans une capitale en ruines. Ce fut ensuite à chacun des autres groupes d'achever de détruire le peu qui restait encore debout. Cette histoire, à la fois sordide et tragique, Ahmed Rashid la raconte de manière détaillée et circonstanciée. À la lecture, on éprouve la violente confusion de laquelle ont émergé les « turbans noirs », d'abord apparus comme des libérateurs, pacifiant le pays, annihilant toute opposition, apparemment invincibles, du moins jusqu'à ce qu'ils s'embourbent à leur tour dans la guerre civile et un régime totalitaire (quoique sans structure d'État) qui allaient signer leur arrêt de mort.

Qui a fabriqué les *talebân* ?

En Asie du Sud

Les récents événements terroristes ont montré que les groupes fondamentalistes sont à la fois le produit de la globalisation et ses agents. Reste que les *talebân* doivent beaucoup à la politique islamique menée par le président pakistanais, Zia ul-Haq, dans les années 70 et 80. Non seulement celle-ci s'est traduite par une prolifération d'écoles coraniques dans le pays, mais elle a entraîné une militarisation des organisations religieuses ayant des liens avec l'Afghanistan et le Cachemire – terrains de formation et de perfectionnement pour les terroristes de tout poil. Au cours de la décennie que dura l'occupation soviétique de l'Afghanistan (de 1979 à 1989), plusieurs centaines de milliers d'Afghans ont fui au Pakistan pour être accueillis dans des camps de réfugiés. La seule éducation disponible pour la génération de ceux qui sont nés, ont grandi et sont parvenus à maturité dans ces camps, s'effectuait dans les écoles religieuses (*madrasa*) installées et organisées par divers groupes radicaux dont l'islamisme a colonisé l'islam (Malik 1996).

Mais ces groupes ne sont pas vaguement islamistes. Pour leurs clercs, l'islam se définit d'abord par une série d'interdits et se résume par un code de conduite ; bref, par ce « traditionalisme » qui est le produit du réformiste puritain. Certes, cette inspiration remonte au théologien Ibn Tamiyya (1263-1328), qui s'éleva contre toute vénération autre que celle rendue à Allah (selon la doctrine de l'unicité divine), pour s'épanouir dans le wahhabisme, du nom de son fondateur, Muhammad Ibn Abd Al Wahhab (1703-1792) dont l'idéologie salafiste²⁴ s'est confondue avec la dynastie des Saoud pour n'atteindre l'Asie centrale qu'en 1912. Mais la filiation du mouvement *tâlebân* revient surtout à l'école conservatrice des docteurs de la loi sunnite des Deobandis, laquelle tire son nom de la ville de Deoband, située au nord de Delhi, où la plus importante de leurs *madrassa* fut fondée en 1867 par Muhammad Quasim Natautawi (1833-1877) et Rashid Ahmad Gangohi (1829-1905). Sans doute cette école est-elle la tentative la plus extrême pour réglementer le comportement des fidèles. En un siècle, elle aurait publié près d'un quart de million d'édits (*fatâwa*) sur les détails les plus infimes de la vie quotidienne. La rencontre du *mollâh* Muhammad Omar Akhund, leader charismatique et impénétrable des *tâlebân*, avec le richissime Yéménite saoudien Oussama Ben Laden, a décidé des orientations révolutionnaire et anti-impérialiste, voire tiers-mondiste, qui étaient initialement étrangères aux « turban noirs ».

Les jeunes garçons, recrutés la plupart du temps chez les paysans et montagnards analphabètes, entrent dans ces écoles coraniques comme pupilles, et échangent ainsi une vie dans une famille pauvre contre un pensionnat où on leur enseigne un catéchisme austère. Cette séparation précoce de la famille, et du monde des femmes, explique cette fois, selon Michael Griffin (2001)²⁵, l'extrême misogynie des *tâlebân*, sinon la phobie à leur endroit. Il ne connaissent quasiment pas la compagnie des femmes. Apercevoir un ongle verni, ou ne serait-ce que la photographie d'un visage féminin, est considéré comme une séduction pouvant conduire à la damnation éternelle. Les femmes doivent être couvertes, enfermées, toujours accompagnées au dehors et, si nécessaire, battues pour empêcher que la faute ou l'impureté ne se répandent dans la société.

Ce même observateur attribue cette anxiété sexuelle au code tribal du peuple pachtoune, le *pashtounwâli*, en vertu duquel les filles entrent dans le chemin périlleux dès l'âge de sept ans ; ce pour quoi, elles doivent alors être séparées des garçons et des hommes. À ce propos, il rappelle la « coutume » de Kandahar, ville où les *tâlebân* ont installé leur pouvoir, dont la pratique de la réclusion des femmes avait donné naissance à une riche « tradition » de passion homophile et homosexuelle, célébrée dans la poésie, la danse et l'exercice de la prostitution mâle. Dans la société pachtoune, l'amour entre un homme et une femme était celui dont on n'osait parler, tandis que les jeunes garçons pouvaient expérimenter leurs talents

24. Le terme désigne une école de pensée qui vit le jour dans la seconde moitié du XIX^e siècle et qui prônait, en réaction à la propagation des idées européennes, le retour à la tradition des « pieux ancêtres » (*salaf* en arabe).

25. Idée développée dans le chapitre 4, intitulé « Mission to Cleanse », qui offre ainsi quelques aperçus évocateurs de l'importance que revêtent les catégories de genre dans ce type d'organisation à la fois religieuse et politique.

de courtisan sans encombre. Sur la passion hétérosexuelle pesait, en revanche, la peur d'une atteinte à l'honneur, la menace d'une vendetta et, au stade ultime, la mort par lapidation.

L'atteinte de la maturité dans ces écoles religieuses alimente l'orthodoxie et la rectitude de la conduite du musulman sur un réseau de solidarité régional ou national (*qaum* ou *millat*) reposant sur des obligations plus ou moins étendues et codifiées, idéalement confondu avec la *Umma*, la « communauté universelle des croyants » ; son comportement doit, en effet, être réglé sur l'application de « la charia, toute la charia, rien que la charia ». L'idéal politique et l'ordre moral de cette confrérie exclusivement masculine ont été définis par le *mollâh* Abdul Wakil Motâwakil, l'adjoint de l'autoproclamé calife Omar : « Nous voulons vivre la même vie que le Prophète il y a mille quatre cents ans et le *jihâd* est notre droit ». Cette conception réactionnaire s'accompagne aussi de la ferme croyance en l'attente du Prophète pour la fin des temps (*mahdi*) et dans l'immanence du paradis (réalisé ici-bas sous forme d'une solidarité islamique sans faille [Mardsen 1998]).

Mais l'essentiel consiste, selon Ahmed Rashid, en un sentiment d'outrage et d'abandon : « These boys were what the war had thrown up like the sea's surrender on the beach of history [...] They had no memories of the past, no plans for the future [...] They were literally the orphans of the war, the rootless and the restless... ». Ces gamins spartiates mal dégrossis admiraient la guerre parce qu'elle était la seule occupation à laquelle ils étaient adaptés. L'idée simple d'un islamisme puritain, animé par le messianisme manichéen, avait été instillée dans le corps et la tête par des *mollâh* villageois, dans la majorité des cas peu instruits. C'était la seule connaissance qu'ils pouvaient revendiquer. Elle donnait sens à leur vie. « Untrained for anything [...] they were [...] Afghanistan's lumpen proletariat... ». Ces rustauds sauvages, tragiques produits d'une guerre souvent futile, étaient bardés de certitudes dogmatiques élémentaires qu'animait la volonté de régénérer le patriotisme pachtoune. Incapables de doute – conçu comme péché –, indifférents aux arguments – cette antichambre de l'hérésie –, ils ne pouvaient traiter les problèmes et les dissentiments que de façon brutale, par la répression et la violence, ainsi que l'illustre le contrôle social à la fois tâtilon et violent du ministère de l'Ordre moral, ou « commanderie du bien et le pourchas du mal » (selon l'élégante traduction de Jacques Berque de la formule coranique), dans les villes sous le contrôle des *tâlebân*²⁶.

Aux États-Unis et ailleurs

Il est juste de rappeler que les États-Unis ne sont plus maintenant les soutiens majeurs des *tâlebân*. Il reste vrai cependant que leur colossal support peut être légitimement considéré comme ayant sinon « inventé » du moins fait s'épanouir les *tâlebân*. Les Américains les ont initialement d'autant mieux accueillis qu'ils

26. Gilles Dorronsoro (2000 : 297) explicite la nature du conflit entre l'islam traditionaliste des *tâlebân* visant la refondation religieuse, et l'islamiste plutôt moderniste, par exemple de Massoud, qui proclamait vouloir s'en remettre aux élections. Les premiers, d'origine paysanne et la plupart du temps illettrés, incarnent ainsi la revanche des ruraux sur l'élite éduquée urbaine, technicienne ou universitaire.

étaient déjà financés par leurs alliés, l'Arabie Saoudite et le Pakistan. Mais leur « instrumentalisation » était guidée par l'intérêt supérieur d'une large vision du monde sans égard aux conséquences. Ahmed Rashid cite ainsi Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller de la Sécurité nationale des États-Unis, dont la vision se résumait ainsi : « What was more important in the world view of History ? The Taliban or the fall of the Soviet Empire. A few stirred-up Muslims or the liberation of Central Europe and the end of the Cold War ? »

De fait, les États-Unis ont été satisfaits des services rendus par les *talebân*. Mais, au regard de leurs pratiques barbares, s'agissant notamment des mauvais traitements infligés aux femmes²⁷, ils ont pris progressivement leur distance. Les États-Unis ont même exprimé officiellement leur mécontentement lorsque la pression de groupes féministes américains, en partie relayés par Madeleine Albright et Hillary Clinton (en quête des votes féminins pour l'élection de son époux), devint trop forte.

La prospérité des mouvements islamistes, y compris des *talebân*, doit beaucoup au versant moyen-oriental des relations internationales : ladite « politique islamiste américaine »²⁸. Pour défendre ses intérêts énergétiques, la bannière étoilée a privilégié le sunnisme (de l'Arabie Saoudite et du Pakistan) contre le chiisme (de l'Iran) sur la base de la gestion de l'« arc de crise » de l'Euphrate à l'Indus, mais surtout du dossier de l'« or noir » : les Américains consomment 60 % des réserves pétrolières de l'Arabie Saoudite qui produit plus de 25 % du pétrole mondial. Le tropisme plus récent vers l'Asie centrale correspond au souhait de rééquilibrer cette politique énergétique face aux craintes que suscitent la radicalisation de l'affrontement entre Israël et la Palestine mais surtout l'instabilité croissante chez les alliés de toujours que sont les pays du Golfe et l'Arabie Saoudite.

La préoccupation de la « liberté », le respect des « droits de l'Homme », le souci de la « démocratie », etc., apparaissent ainsi comme des sentiments et des arguments cosmétiques déposés sur les paysages chamarrés d'intérêts concurrentiels. Nullement dupe, Ahmed Rashid dévoile le soubassement cynique de cette histoire d'avantages comparatifs, en détaillant les opérations les plus saillantes. Ce sont les bénéfices entrevus par les entreprises internationales qui sont à la source des conflits concernant le contrôle des pipelines et des gazoducs qui permettront d'acheminer (en évitant l'Iran) les riches réserves naturelles de l'Asie centrale et de la mer Caspienne afin de les rendre accessibles aux marchés mondiaux affamés d'énergies fiables, peu coûteuses et sécurisées. Les deux plus grands acteurs sont les compagnies Unilocal (géant américain dont le conseil d'administration

27. L'article de Nancy Hatch Dupree (1999) fournit toutes les informations utiles sur cette question.

28. En référence à la doctrine des relations internationales et de la sécurité américaines définie par le Secrétaire d'État du président Dwight D. Eisenhower, John Foster Dulles, selon lequel le « rempart contre le communisme » ne peut être défendu par les forces libérales indigènes parce qu'elles sont faibles et en petit nombre. Le seul contrepoids efficace sont les forces religieuses. En conséquence, les bonnes relations étatsuniennes avec le monde musulman seront assurées par des alliances avec les régimes conservateurs. Lorsque des régimes radicaux seront au pouvoir, les États-Unis soutiendront financièrement et tactiquement les forces cléricales d'opposition. Le combat pour la démocratie et les droits de l'Homme est subordonné au soutien des partis et mouvements fondamentalistes. Une telle politique s'avéra désastreuse pour les régimes qui s'efforçaient d'éliminer la pauvreté et l'illétrisme au moyen des réformes agraires et autres mesures de type égalitaire.

compte quelques magnats texans du pétrole...) et, dans une moindre mesure, Bidas Corporation, une entreprise transnationale argentine. Les multinationales Shell, Mitsubishi et Delta Oil – cette dernière saoudienne – se sont également intéressées à un moment ou à un autre à cette ambitieuse entreprise.

En dépit des hauts et des bas qu'a connus ce projet (aujourd'hui relancé par la « victoire » américaine), à la fois au sein et entre les divers États plus ou moins instables de la région, des tracés plusieurs fois remaniés au gré des conjonctures, mais aussi des renversements d'alliances diplomatiques, ce n'est guère prendre de risque que d'avancer l'idée que le « Grand jeu » a en fait de l'avenir. Une fraction importante de la population afghane, sous-alimentée et sans abris, victime, en outre, de la guerre, de l'hiver et surtout de la sécheresse qui sévit depuis plusieurs années, n'a en conséquence d'autre choix que la résignation face aux conflits plus ou moins sourds qui en découlent, en espérant que la paix revienne un jour prochain. Entre-temps, le Programme mondial pour l'alimentation (World Food Programme) a annoncé qu'il faudrait nourrir cinq millions et demi de personnes durant l'hiver 2001-2002.

D'autres acteurs, évidemment mineurs et visant des objectifs limités quoique de manière fort déterminée²⁹, interviennent également dans cette « arène de l'Asie », pour reprendre l'expression du vice-roi des Indes britanniques, Lord Curzon. L'Inde, justement préoccupée de son accès aux pipelines tant ses gouvernements successifs s'inquiètent de sa dépendance énergétique et, par conséquence, de son intégrité nationale³⁰. La Chine, qui soutient explicitement, aussi bien par ses discours qu'à travers des fournitures d'armements aux maquisards, l'effort d'endiguement antisoviétique de Washington, Islamabad et Riyadh dans l'Afghanistan des années 80. Mais aussi et surtout celui sans lequel sans doute rien ne se serait passé : l'Inter-Service Intelligence (ISI) du Pakistan. Cette agence de renseignement s'est considérablement développée au cours des années 90, tant en personnel qu'en financement, au point de devenir le bras armé de l'impérialisme régional pakistanais. Les États-Unis, toujours guidés par l'idée d'endiguement (*containment*) du communisme, ont généreusement doté cette agence de milliards de dollars afin de monter, de préparer, et d'entretenir le *jihâd* contre l'Union soviétique.

Tandis que les officiels américains soutiennent aujourd'hui les *mojahidîn*, dont il faut rappeler que la plupart ne sont guère moins islamistes que ceux des années 80, voire même que certains *talebân*, l'ISI a accumulé les ressources, multiplié et approfondi ses réseaux, pour lancer des opérations avec une autonomie accrue vis-à-vis de son mentor américain et de la tutelle de l'État pakistanais lui-même. Ahmed Rashid fait une description détaillée dudit « commerce de transit afghan », c'est-à-dire des facilités offertes pour le passage de la zone-frontière

29. Quelques uns d'entre eux omniprésents : les Organisation internationales (OI) et humanitaires tels le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), le Comité international de la Croix-rouge (CICR), et les nombreuses Organisations non gouvernementales (ONG) – d'ailleurs toujours manipulés par le Pakistan (ISI) ou les *talebân* – ont contribué à la transformation sociale de l'Afghanistan ; cf. Pierre Centlivres & Micheline Centlivres-Demont (1999) et Michael Barry (2002 : 376-378).

30. Sur les avatars de l'intégrité nationale, voire nationaliste, de l'Inde, on se permet de renvoyer à l'ouvrage de Jackie Assayag (2001).

(contrôlée par des Pakistanais) des hommes, des marchandises, de la drogue et des armes entre les deux pays ; une zone comparable à celle que l'Inde a aménagée à la frontière de son voisin népalais. Sur ce vaste espace s'épanouissent les activités illicites, bien que la contrebande soit pratiquée et connue par beaucoup, qui procuraient aux membres de l'ISI, et à ses clients *talebân*, un inépuisable trésor de guerre. Ce trafic transfrontalier a jeté une lumière crue sur les idéaux islamistes, ainsi que sur les prétentions élevées des idéologues *talebân*. Formés par la vision sectaire, les jeunes hommes pachtounes s'étaient pour la plupart autoproclamés *mollâh* après leur arrivée au pouvoir. Tout en enterrant l'islam traditionnel afghan, tant celui du village que le soufisme exubérant, ils ont donné une patine de religion à ce qui était en fait l'imposition de la loi martiale dans les régions non pachtounes.

L'amour de l'Un puritain et meurtrier des *talebân* montre comment le facteur unitaire de l'islam afghan s'est transformé en instrument de terreur et en arme mortelle. La symbiose et les tensions entre l'ISI et les *talebân* ont provoqué de nombreux dégâts au Pakistan. Dans le même temps, l'influence des factions se réclamant du fondamentalisme islamique a crû de manière exponentielle. La diffusion de la « culture du *jihâd* »³¹ aussi bien que celle de l'« héroïne-et-de-la-Kalashnikov », encore qu'il s'agisse souvent moins de culture que de « business » organisé par des gangs (Stern 2000), menacent de déstabiliser aussi bien la société civile que l'État pakistanais.

Ahmed Rashid met bien en relief la puissance des mafias, utilisant leurs énormes revenus pour acheter, donc anéantir, toute velléité d'opposition sur laquelle s'abat de toute façon la répression. L'économie souterraine du Pakistan a été estimée à 51 % du produit intérieur brut (PIB) en 1996 – et la situation a certainement empiré depuis. La plus grande victime des *talebân* a assurément été le Pakistan lui-même puisque le pays passe pour être en voie de « talibanisation ». L'aveuglement des élites pakistanaises a dévasté, par la concussion généralisée et la violence désespérée, la vie des citoyens ordinaires, pour ne rien dire des Afghans ou des infortunés habitants de la vallée du Cachemire. Selon Ahmed Rashid, quels que soient les espoirs que suscitent les rares signaux démocratiques qu'envoie le Nord-Ouest du sous-continent, il est difficile, y compris pour un observateur mesuré, de visualiser un autre futur que le borbier dans lequel s'enfonce la puissance nucléaire qu'est le Pakistan – au risque d'engloutir du même coup ses voisins.

Certes, on peut juger exagérément sombre le diagnostic au regard de la tournure des événements récents, surtout depuis l'annonce officielle du chef de l'État pakistanais, le général Pervez Musharraf (qui soutint pourtant l'ISI et les *talebân* jusqu'au 8 octobre 2001), de vouloir balayer l'entreprise d'islamisation mise en œuvre par le général Zia Ul-Haq à partir de 1976. Mais ce constat n'entame nullement la valeur de l'enquête conduite dans ce nouvel espace géostratégique à travers l'émergence d'un mouvement messianique et cruel. La grandeur du journaliste est justement d'en avoir été le témoin.

31. On lira le suggestif article de Jessica Stern, portant ce titre (2000).

Quels que soient les résultats des négociations internationales et les choix futurs des États-nations et des empires à propos de l'Afghanistan, le théâtre du monde actuel dramatise un tragique quiproquo : tandis que les Occidentaux se plaisent, non sans effroi, à imaginer un islam conquérant, les musulmans du monde entier y voient, eux, une religion qu'on opprime et bafoue ; tandis que l'islam en Occident suscite trop souvent un sottisier, l'Occident en terre d'islam ressuscite la mythologie des Croisés, la judéophobie ou la haine d'une modernité pervertie. Mais le paradoxe n'est sans doute qu'apparent : la diabolisation est bel et bien réciproque. La démonisation de l'ennemi et l'héroïsation des combattants sont les deux faces d'une même théologie. Le grand jeu de miroir auquel renvoie la lutte manichéenne pour la domination mondiale ressemble fort à une boîte de Pandore : le vivier pour recruter les guerriers de la foi de l'Unique, déjà remuant dans les conditions et la complicité que l'on sait, risque fort d'être toujours plus poissonneux.

Il est pourtant loin d'être sûr qu'une large partie du monde reconnaisse que l'anéantissement des *talebân* et de certains de leurs complices ou protégés, soit une réponse convaincante à la souffrance et à la « violence structurelle »³² du monde contemporain, fût-il qualifié de « nouvel ordre mondial » par le père de l'actuel président des États-Unis ; au début des années 90, celui-ci le prophétisait faste et pacifié ! Ni que la grandiloquente politique de la « guerre déclarée au terrorisme mondial » n'élimine la violence structurelle – le terrorisme n'est en partie que son symptôme –, alors même que la spectaculaire entreprise punitive accélère la militarisation globale en renforçant la puissance des États-Unis au risque de construire de nouveaux murs et d'accroître à terme l'instabilité économique mondiale.

L'éloge nécessaire de l'innocence suggère pourtant que seule une coopération avec le Sud, visant à transformer les pays pauvres et brutalisés en partenaires à part entière d'un échange équitable, serait la réponse appropriée, à construire évidemment dans la longue durée. Mais le rationalisme critique soupçonne en réalité, notamment lorsqu'on réfléchit sur le traitement du cas afghan, que les chances s'affaiblissent de réduire la violence structurelle et qu'émergent et se développent les formes démocratiques du politique et de l'expression sociale. Cette crainte est d'autant plus grande que l'appréciation des crimes de masse ou de guerre continue de dépendre d'une géopolitique hiérarchisant l'Ouest et le « Reste »³³ – comme si les aires culturelles étaient le *nomos* des degrés de l'humanité.

MOTS CLÉS/KEYWORDS : État-nation/*nation-state* – islam/*Islam* – ethnies/*ethnic groups* – mondialisation/*globalization* – Afghanistan.

32. Sur la notion de « violence structurelle », on se reportera aux travaux de Paul Farmer (1997 et Leçon inaugurale au Collège de France, 9 novembre 2001). Cette violence, dite aussi « guerre de basse intensité » (par l'embargo, l'appauvrissement économique, les conditions alimentaires ou sanitaires), est celle qu'ont subie et que continuent de connaître les centaines de millions de ceux pour qui la vie n'est pas, et ne fut jamais en sécurité mais bien plutôt une pléiade de malheurs et de souffrances d'un ordre politique et économique aussi vieux que l'inégalité, l'esclavage, l'oppression, la pauvreté, la sous-alimentation ou la maladie (y compris dans l'espace américain quoique moins que partout ailleurs peut-être).

33. Une réflexion sur les genres de l'humanité est esquissée dans un article de Jackie Assayag (2002).

Amselle, Jean-Loup

1985 « Ethnies et espaces : pour une anthropologie topologique », in Jean-Loup Amselle & Elikia M'Bokolo, eds, *Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique*. Paris, Éditions La Découverte : 11-48.

Assayag, Jackie

1996 « "Déjà lu". L'héritage colonial de l'anthropologie en Inde », *L'Homme* 137 : 205-209.

2000 « Modernités et identités : communauté, nation et religion en Asie du Sud », *Histoire et anthropologie* 20 : 149-170.

2001 *L'Inde. Désir de nation*. Paris, Odile Jacob.

2002 « De l'équilibre de la terreur à la planète des risques », *La Revue des deux Mondes* 2 : *Comment bouge l'Amérique ?* : 49-54.

Barry, Michael

2002 *Le Pays de l'insolence : Afghanistan (1504-2001)*. Paris, Flammarion (1^{re} éd. 1984).

Barth, Fredrik

1959 *Political Leadership among Swat Pathan*. London, The Athlone Press.

1969 « Pathan Identity and Its Maintenance », in Fredrik Barth, ed., *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organisation of Culture Difference*. Bergen-Oslo, Universitet Forlaget/Londres, George Allen and Unwin : 117-134.

Centlivres, Pierre

1997 « Violence légitime et violence illégitime. À propos des pratiques et des représentations dans la crise afghane », *L'Homme* 144 : 51-67.

Centlivres, Pierre & Micheline Centlivres-Demont

1988a « Groupes ethniques : de l'hétérogénéité d'un concept aux ambiguïtés de la représentation », in Pierre Centlivres & Micheline Centlivres-Demont, *Et si on parlait de l'Afghanistan ?* Neuchâtel, Institut d'ethnologie/Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : 53-63.

1988b « Et si on parlait de l'Afghanistan ? Entretien avec Pierre Bourdieu, 1980 », in *Et si on parlait de l'Afghanistan ? ...* : 275-296.

1999 « États, islam et tribus face aux organisations internationales. Le cas de l'Afghanistan, 1978-1998 », *Annales HSS* 54 (4) : 945-965.

Conesa, Pierre

2001 « Une géographie du "monde inutile" », *Le Monde diplomatique*, mars : 1, 4-5.

Digard, Jean-Pierre, ed.

1988 *Le Fait ethnique en Iran et en Afghanistan*. Paris, Éditions du CNRS (« Colloque international »).

Dorronsoro, Gilles

2000 *La Révolution afghane, des communistes aux talebân*. Paris, Karthala.

Farmer, Paul

1997 « On Suffering and Structural Violence : A View from Below », in Arthur Kleiman, Veena Das & Margaret Lock, eds., *Social Suffering*. Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press : 261-283.

Ganguly, Sumit

1997 *The Crisis in Kashmir : Portents of War, Hopes of Peace*. Washington DC, Center Press/Cambridge, Cambridge University Press.

Glatzer, Bernt

1999 « Is Afghanistan on the Brink of Ethnic and Tribal Desintegration ? », in William Maley, ed., *Fundamentalism Reborn ? Afghanistan and the Taliban*. New York, New York University Press : 167-181.

Gohari, M. J.

1999 *Taliban : Ascent to Power*. Karachi-Oxford, Oxford Logos Society.

Goodson, Larry P.

2000 *Afghanistan's Endless War. State Failure, Regional Politics, and the Rise of the Taliban*. Seattle-London, University of Washington Press.

Griffin, Michael

2001 *Reaping the Whirlwind : The Taliban Movement in Afghanistan*. London, Pluto Press.

Hatch Dupree, Nancy

1999 « Afghan Women under the Taliban », in William Maley, ed., *Fundamentalism Reborn ? Afghanistan and the Taliban*. New York, New York University Press : 145-166.

Hopkirk, Peter

1990 *The Great Game : On Secret Service in High Asia*. Londres, Clarendon Press.

Hutington, Samuel P.

1993 « The Clash of Civilization ? », *Foreign Affairs* 72 (3) : 22-49.

1996 *The Clash of Civilization and the Remaking of World Order*. New York, Simon & Schuster (trad. fran. 1997, Odile Jacob).

Jaffrelot, Christophe, ed.

2000 *Le Pakistan*. Paris, Fayard.

Kepel, Gilles

2000 *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*. Paris, Gallimard.

Malik, Jamal

1996 *Colonization of Islam : Dissolution of Traditional Institutions of Learning*. New Delhi, Manohar.

Malley, William, ed.

1998 *Fundamentalism Reborn ? Afghanistan and the Taliban*. New York, New York University Press.

Marsden, Peter

1998 *The Taliban : War, Religion and the New Order in Afghanistan*. London, Zed Books.

Metcalf, Barbara

1982 *Islamic Revival in British India : Deoband, 1860-1900*. Princeton, Princeton University Press.

Meyer, Karl & Shareen Brysac

1999 *Tournament of Shadows. The Great Game and the Race for Empire in Asia*. London, Little Brown & Co.

Moore, Robin James

1988 *The Endgame of Empire. Studies of Britain's Indian Problem*. Delhi-Oxford, Oxford University Press.

Rashid, Ahmed

2000 *Taliban : Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia*. New Haven, Yale

University Press/Londres, I.B. Tauris (trad. franç. : *L'Ombre des Taliban*. Postface d'Olivier Roy. Paris, Autrement, 2001).

Roy Olivier

1985 *L'Afghanistan. Islam et modernité politique*. Paris, Éditions du Seuil.

1993 « La guerre d'Afghanistan : de la guerre idéologique à la guerre ethnique », *L'Homme et la Société* 107-108 : 85-92.

1997 *La Nouvelle Asie centrale, ou la fabrication des nations*. Paris, Éditions du Seuil.

2000 « Caspienne : une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie », *Critique internationale* 8 : 36-44.

2001 « Les islamologues ont-ils inventé l'islam ? », *Esprit* 277 : 116-138.

Rubin, Barnett R.

1995 *The Fragmentation of Afghanistan*. New Haven, Yale University Press.

Schofield, Victoria

2001 *Kashmir in Conflict. India, Pakistan, and the Unfinished War*. Londres-New York, I. Tauris.

Schmitt, Carl

2001 *Le nomos de la terre dans le droit des gens du Jus publicum Europaeum*. Paris, PUF (1^{re} éd. all. 1950).

Stern, Jessica

2000 « Pakistan Jihad Culture », *Foreign Affairs* 79 (6) : 115-126.

Tapper, Richard L.

1988 « Ethnicity, Order and Meaning in the Anthropology of Iran and Afghanistan », in Jean-Pierre Digard, ed., *Le Fait ethnique en Iran et en Afghanistan...* : 21-34.

Tarzi, Mohammad

1999 « Afghanistan in 1992 : A Hobbesian State of Nature », *Asian Survey* 33 (2) : 37-52.

Wallerstein, Immanuel

1990 « Culture as the Ideological Battleground of the Modern World-System », *Theory, Culture and Society* 7 (2-3) : 31-56.